

Chantiers ouv

A l'issue des quatre tours électoraux que nous venons de vivre, la droite cumule tous les pouvoirs au sommet de l'Etat. Ce triomphe a un prix très lourd pour le pays car il est fondé sur les principaux thèmes de l'extrême droite. Le sécuritaire, l'autoritarisme, la criminalisation des jeunes, des couches populaires et même des luttes sociales – la fameuse loi d'amnistie qui en exclut les actes revendicatifs, en est l'illustration – sont les premiers signes que le gouvernement Raffarin a donnés après le 5 mai. L'opération de séduction d'une partie de l'électorat de Le Pen a réussi dès le premier tour des législatives. Sans se tromper, cet électorat a choisi le « vote utile » en réponse à une certaine « lepénisation » du discours et des actes de la droite.

“... rassembler le plus largement possible sur des choix alternatifs au libéralisme, y compris dans sa dimension sociale-libérale”

Le gouvernement Raffarin rejoint les orientations déjà à l'œuvre dans l'Espagne d'Aznar, l'Italie de Berlusconi, l'Autriche de Haider, l'Angleterre de Blair. Refus d'un coup de pousse au SMIC, baisse des impôts en faveur des plus fortunés, hausse immédiate des tarifs des transports, projet de privatisation d'EDF-GDF, baisse du coût du travail -avec les contrats jeunes, par exemple-, politique répressive de l'immigration, soutien à la refondation sociale-libérale du Medef, etc. concourent à un bouleversement de la société française auquel entend se livrer le nouveau gouvernement. Le droit du travail et les acquis salariaux, les libertés individuelles, les institutions sont ses principaux champs d'intervention et de remodelage.

Prenons toute la dimension du phénomène. Les expériences menées par les forces sociales-démocrates cédant partout en Europe aux marchés financiers et aux injonctions de la BCE ont laissé un goût amer, mélange d'insatisfaction et d'exaspération, et ont provoqué leur défaite un peu partout. Les résultats des élections dans plusieurs pays, avec l'abstention massive et la poussée de la droite populiste, encourageant les ardeurs libérales

et révèlent une certaine perte d'espoir en toute forme de solution collective. C'est une évolution idéologique et politique extrêmement dangereuse. Aux combats collectifs, on a substitué les démarches individuelles. Aux luttes pour des solutions politiques, une perte du sens de l'intérêt général. Aux solidarités républicaines, la montée des communautarismes et du fondamentalisme.

Sur ce plan, les interrogations de Jean Lojkine (1) sur le recul de ce que l'on pourrait appeler l'esprit du bien commun, sur la manière dont sont mis en cause, dans toute l'Europe, les services publics, donc aussi « l'Etat providence », ne manquent pas d'intérêt à mes yeux. Il propose de réfléchir à ce qui se met en place autour de l'économie solidaire, certes marquée par des aspects « utopiques et parfaitement illusoire » mais en même temps significative de la recherche d'une "autogestion des services publics" remettant en cause "le caractère imposé d'en haut de l'Etat providence" qui a pour conséquence de transformer les gens en assistés. Il propose de trouver des formes nouvelles de services pour le bien commun, plus décentralisées, tenant compte de l'initiative des gens. Je partage l'idée que l'autonomie est une question politique et que, si l'intervention de l'Etat est nécessaire, il faut « réfléchir au dépassement de l'étatisme » en progressant vers la conquête de pouvoirs par les salariés et les usagers pour une appropriation sociale des services et des entreprises publiques d'un nouveau type.

L'immédiat des communistes, c'est de s'opposer à la droite et de rassembler le plus largement possible sur des choix alternatifs au libéralisme, y compris dans sa dimension sociale-libérale. Les décisions prises par la conférence nationale du Parti communiste visent cet objectif dans la perspective du congrès qui se tiendra au printemps prochain : nous lançons des forums ouverts à tous, quel qu'en soit leurs opinions ou leurs engagements pour dégager les conditions politiques de la nécessaire transformation sociale ; nous ouvrons cinq grands chantiers, pour prendre l'initiative en cherchant, dans les formes adaptées, à établir les besoins et les exigences, à construire des formes de rassemblement et d'actions, à développer des réseaux de résistance, de propositions et d'interventions largement ouverts, du plan local à l'échelle du pays tout entier, de l'Europe et du monde.

L'avenir des entreprises et services publics, des retraites, de la santé et de la protection sociale ; la responsabilité sociale des entreprises au regard de l'emploi et des territoires ; la démocratie à l'entreprise, dans la

erts au public

cité, la société ; la construction d'une Europe sociale, citoyenne, de coopération et de paix pour une mondialisation solidaire ; les questions de la décentralisation du territoire, des régions : ces chantiers de la transformation sociale sont à articuler aux luttes immédiates pour riposter à la droite, s'opposer aux vagues de licenciements, conséquences des choix financiers des entreprises et du chaos des marchés financiers et déboucher sur des choix à même de prendre le sens d'une alternative de société.

Avec qui serons-nous capables de mener ces travaux ? De quel Parti communiste avons-nous besoin pour cela ? Des millions de gens, de militants en attente, sont prêts à s'investir pour peu que l'enjeu leur apparaisse clair, mobilisateur. Certes, les associations, les syndicats, les acteurs du mouvement social et d'autres revendiquent leur indépendance vis-à-vis de la politique instituée. Ils confirment une volonté juste de non récupération, de non-instrumentalisation. C'est une bonne chose. Mais il est de la responsabilité des communistes d'aller plus loin.

Sans dimension politique de l'action, les luttes elles-mêmes se heurteront à un mur. Sans débouché politique conscient les interventions économiques et sociales atteindront leurs limites.

Le chantier qui est devant nous n'est pas celui de la fusion, de l'absorption, ou de la subordination d'un champ par un autre, mais celui de leur articulation pratique, concrète. Un travail en commun est nécessaire dans la durée, sur des sujets précis requérant des solutions concrètes et pour lesquelles les communistes sont, dorés et déjà, en mesure d'apporter leur contribution. Il doit même déboucher sur des campagnes politiques communes, prolongées, afin d'obtenir, ensemble, à la fois des victoires revendicatives ou sociétales et des avancées politiques et idéologiques.



Michel Laurent,
membre du comité
exécutif du PCF

Ces efforts de longue haleine à engager dès maintenant, doivent viser la création d'une force politique anticapitaliste, transformatrice, révolutionnaire. Une force qui se fixe comme objectif de permettre au peuple d'exercer le pouvoir. Une force qui oppose une alternative positive à la droite, à l'extrême droite, au capitalisme et qui soit crédible, à gauche, face aux solutions sociales-libérales. Imaginer qu'une telle force puisse naître d'un ralliement pur et simple à un parti existant me paraît illusoire. Ce serait nier la crise de la politique, celle de la gauche, la volonté d'autonomie qui monte de la société. Nos concitoyens veulent maîtriser de bout en bout leurs actes, les communistes aussi.

Tous ces chantiers, nous ne pouvons pas les conduire seuls. Nous devons y convier toutes les forces antilibérales, les syndicalistes qui butent sur le rapport des forces politiques, les jeunes manifestants contre Le Pen, toutes celles et tous ceux qui veulent un autre monde, tous les intellectuels qui rêvent d'une autre société.

*“Sans dimension
politique de l'action,
les luttes elles-mêmes
se heurteront à un mur”*

Faisons preuve d'initiative politique en direction de toutes celles et tous ceux qui sont prêts à répondre à un tel appel. Ensemble, je suis persuadé que nous pouvons construire le Parti communiste de demain.

Echec ou réussite, rien n'est écrit d'avance. Les obstacles, les contradictions, y compris à l'intérieur d'un mouvement social hétérogène, sont bien réels. Mais nous pouvons, nous devons avoir la force de porter de tels chantiers, d'y intéresser d'autres que nous, de surmonter les divisions, de créer une dynamique populaire. Si ses acteurs, et pour ce qui nous concerne les communistes, en restent de bout en bout les décideurs, nous pouvons réussir. Les terrains de luttes concrètes ne manquent malheureusement pas. Des forces sont en attente. Parmi elles, les plus nombreuses sont inorganisées dans le champ politique. Raison de plus pour aller à leur rencontre. ■

1. Voir entretien dans l'Humanité du 25 juin 2002.